

N° 73 du 21 novembre 2011

Destinataires :

- .Bureau national
- .Fédérations
- .URI
- .UD
- .Secrétaires confédéraux

Réunion de l'intersyndicale du 18 novembre 2011

Comme les fois précédentes, CFDT, CGT, UNSA, FSU et Solidaires étaient présentes. La CFTC qui avait dit qu'elle viendrait était absente (probablement du fait de la fin de son congrès). La CGC avait dit qu'elle ne viendrait pas. FO est venue et est restée jusqu'à la fin, a redit son souhait d'une grève interprofessionnelle de 24 heures, n'a pas signé la déclaration mais a indiqué qu'elle serait présente dans les mobilisations sur ses mots d'ordre et dans la perspective de la grève interprofessionnelle. Il est évident que Solidaires de manière claire mais aussi CGT et FSU voient l'action de décembre comme une étape dans un processus.

Si la CFDT a donné son accord pour une réunion de bilan après le 13 décembre, elle a clairement dit qu'elle ne prenait aucun engagement sur la suite. Pour la CFDT, il faudrait tout d'abord éclairer l'analyse et les perspectives communes (cela n'a pas été contesté par les autres mais rien n'a été décidé pour y parvenir).

Quelques précisions sur la décision intersyndicale :

- Le point central consiste bien en une distribution massive d'un tract intersyndical qui doit être finalisé dans la semaine. Ce tract servira de base aux interpellations des élus (députés, sénateurs), des représentants de l'Etat (préfets), des directions d'entreprise, interpellations se faisant sur la base du tract intersyndical et rien d'autre.
- Pour réaliser ce travail de distribution et d'interpellations, il faut plus qu'une seule journée, d'où la proposition de la CFDT d'une mobilisation étalée sur 15 jours (1^{ère} quinzaine de décembre).
- La CGT (notamment) voulait absolument afficher une journée de temps fort de mobilisation. La décision de faire du 13 décembre un moment particulier dans ces 15 jours ne change pas le contenu de l'action en termes d'objectifs.
- Nulle part, il n'est fait référence à des arrêts de travail ou à des manifestations. Nous sommes donc sur une action militante qui, quand les conditions sont réunies, peuvent donner lieu à des rassemblements avec la participation de salariés.

- Même si ça n'apparaît pas dans le texte, nous avons insisté pour affirmer le caractère syndical de cette mobilisation et le refus d'en faire d'une manière ou d'une autre un relais de l'affrontement politique. Il y a de ce fait eu accord pour que les initiatives probables devant l'Assemblée Nationale le 13 décembre soient co-organisées par les organisations régionales et nationales.

Au final, nous avons levé les ambiguïtés qui existaient pour le 11 octobre et avons posé les bases pour une action qui va vers les salariés. Ça ne veut pas dire que ce sera simple partout. La CGT a indiqué qu'elle sortait un nouveau « quatre pages » vers les salariés. Nous verrons la place que les autres organisations donneront à la distribution du tract commun.

Communiqué des organisations syndicales
CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, du 18 novembre 2011

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, dénoncent fermement les plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement.

L'austérité en France et en Europe n'est pas la solution à la crise. Au contraire, elle risque d'entraîner la récession.

Le gouvernement décide de mesures dans le domaine social sans rencontrer ni entendre les organisations syndicales. Il fait porter les efforts sur les salariés, ce qui creuse les inégalités et plonge des milliers de familles dans les difficultés sociales

Après la taxe sur les complémentaires, les remboursements, l'instauration de forfaits et franchises, les ponctions sur le budget de l'assurance maladie, la diminution des prestations sociales, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics », en instaurant un jour de carence de plus dans le privé et un dans la Fonction publique et en tentant d'opposer les uns aux autres.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA décident d'agir ensemble pour s'opposer à ces mesures et obtenir d'autres solutions. Avec un appel commun, elles s'adresseront aux salariés pour interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1^{er} au 15 décembre. Dans ce cadre, le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations interprofessionnelles, notamment avec des rassemblements.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, se retrouveront rapidement après le 15 décembre, afin d'en tirer le bilan et d'envisager, ensemble, de nouvelles initiatives en janvier.

Montreuil, le 18 novembre 2011